

La condition féminine contre vents et marées

Par Sylvain Anciaux

Plan International Belgique visitait fin juin plusieurs programmes de développement sur la condition des jeunes filles, à l'heure où le financement de la coopération au développement est questionné.

«On sait bien que lorsqu'on reviendra de vacances, il y aura probablement une copine qui sera mariée.» A 14 ans, Bousso ne dépasse probablement pas le mètre 70. Elle paraît pourtant immense au milieu de la cour du lycée de Pikine, en banlieue est de Dakar. L'automne dernier, Monsieur Fenghor, professeur d'éducation physique, s'est rendu chez les parents de la lycéenne pour l'inscrire aux côtés d'une vingtaine d'autres jeunes du quartier (et de 2.000 autres à l'échelle nationale) au projet *Athletics for future*, coconstruit par Plan International Belgique et Sénégal, qui utilise le sport pour renforcer les droits et l'autonomie des jeunes Sénégalaises.

Cet après-midi, Monsieur Fenghor revoit les bases techniques du triple saut, avant d'asseoir ses athlètes en cercle sur

le sable chaud de la cour de récréation. Après l'entraînement, le professeur coanime avec délicatesse un échange sur la question du mariage précoce, qui touche 30% des Sénégalaises de moins de 18 ans. Le sport a ce pouvoir de provoquer des sensations à peu près semblables chez tous ceux qui le pratiquent, peu importe leur genre, leur âge, leur classe sociale ou leur niveau de pratique. Et, de là, de tisser ces liens qui permettent des réflexions plus profondes.

Le statut des femmes sénégalaises est soumis à un paradoxe. Elles occupent des postes institutionnels, composent les assemblées parlementaires, font du business et structurent les interactions sociales tout en subissant la chape d'un conservatisme qui leur impose l'excision, les réduit au silence en période de menstruations ou leur inflige des violences sexuelles, parfois même incestueuses. «Il y a une pesanteur socio-culturelle, dans la société sénégalaise, qui influence la formation et les carrières des jeunes femmes, mais on sent un réveil et un progrès de pléthore d'associations qui œuvrent à ce sujet», résume Ousseynou Diop, responsable de la mise en œuvre



«Ceux qui critiquent l'aide au développement sont aussi ceux qui veulent moins d'immigration.»



REUTERS

des programmes de Plan International Sénégal.

Financements sous pression

L'enjeu est immense. Le définancement a frappé le Sénégal et la coopération au développement ces dernières années également. En 2024, le FMI coupait les vivres au Sénégal en raison de dettes cachées par le régime présidentiel. Un an plus tard, Donald Trump supprimait l'USAID. En avril, à la suite d'un vote de l'Assemblée nationale sénégalaise criminalisant (encore un peu plus) l'homosexualité, le député Denis Ducarme (MR) proposait de suspendre l'aide au développement dans le pays. Et avant même

ce vote, certains pilotes de l'Arizona avaient sérieusement réfléchi à en finir avec cette ligne de financement pour des raisons budgétaires. En conséquence, le budget de Plan International Sénégal, qui pesait 80 millions d'euros pour la période 2020-2025, est réduit à 50 millions pour les années 2026-2031, et 25 millions restent à trouver.

Pourquoi de l'argent belge, que le gouvernement a décidé de dépenser de façon parcimonieuse, financerait-il le développement de l'autonomie et l'émancipation des jeunes Sénégalaises? La question n'est pas impertinente. «Il est nécessaire de regarder l'humanité par-delà les frontières de la Belgique», estime la directrice

L'excision et les violences sexuelles sont encore souvent infligées aux Sénégalaises.

nationale de Plan International Belgique, Isabelle Verhaegen. Il y a peu de chances que cet argumentaire trouve grâce aux yeux des ministres actuellement en négociations budgétaires. A contrario des calculs du FMI, estimant qu'un euro investi dans la coopération rapporte de 0,60 jusqu'à un euro supplémentaire grâce à un marché stabilisé et donc plus compatible. Plus impressionnant encore, chaque euro consacré dans la bonne gouvernance d'un pays éviterait jusqu'à 90 euros à investir dans la Défense, pour ...

... prévenir l'instabilité géopolitique mondiale et réduire la pression migratoire.

Els Van Hoof (CD&V) et Kathleen Depoorter (N-VA) –présidente et vice-présidente de la commission des Affaires étrangères et députées fédérales ne sont pas partisans d'une suspension des financements en dépit du contexte politique sur place. Mais. «Il est de notre devoir d'aider les jeunes femmes à se développer là où on le peut, notamment à travers ce type de projets, concède Kathleen Depoorter en accompagnant Plan International dans la revue de ses programmes au Sénégal. Mais je suis favorable à une conditionnalité positive des aides. Il ne s'agit pas de sanctionner un pays lorsqu'il adopte des lois incompatibles avec nos valeurs, mais on ne peut pas laisser faire des politiciens qui s'attaquent aux droits des femmes. Avec la conditionnalité positive, par exemple, les fonds pour les campagnes de vaccination deviennent flexibles, et les pays qui avancent dans les trajectoires culturelles compatibles aux nôtres seraient favorisés.» A ses côtés, Els Van Hoof souligne davantage le besoin d'une bonne coopération induite par la Belgique. «Ce n'est pas un produit de luxe. La coopération internationale est nécessaire pour notre bon fonctionnement, notre sécurité et notre stabilité. Plan International œuvre dans le changement de culture et la construction de droits humains sur place. Or, les pays où les femmes sont les plus libres sont également les plus avancés économiquement.» Et donc avec lesquels le commerce est plus fluide. La députée centriste prépare une proposition de résolution pour demander une analyse de l'impact budgétaire de la coopération au développement à l'échelle belge.

Un fonctionnement stable

Car Plan International n'est pas au Sénégal pour faire de l'humanitaire. «Notre rôle, via les financements publics, est de traduire en priorité notre Direction générale coopération au développement et Aide humanitaire (NDLR: la DGD)», confirme la directrice nationale, Isabelle Verhaegen. Dans l'élaboration du budget 2026, l'Arizona a préservé 100% de ses budgets pour l'aide humanitaire, mais a diminué drastiquement (212 millions, soit 25%) l'enveloppe destinée à la coopération au développement. «Pourtant, lorsqu'on contribue à créer un fonctionnement

Chaque euro dépensé dans la bonne gouvernance d'un pays éviterait jusqu'à 90 euros à investir dans la Défense.

Dans ce centre de formation professionnelle, on encourage les femmes à poursuivre leurs études.



stable au Sénégal, la Belgique se voit valorisée. Paradoxalement, ceux qui critiquent l'aide au développement sont aussi ceux qui veulent moins d'immigration, généralement.»

Voilà dans quelles eaux navigue Plan International, qui accompagne 16.000 des quatre millions de femmes de moins de 24 ans au pays de la Téranga, à travers six régions. Depuis les bureaux de Plan International Sénégal, l'avenir des financements inquiète. «Ce serait catastrophique de ne pas savoir boucher le *gap* de financement qu'il nous reste dans le budget pluriannuel, car nous ne parviendrons pas à tenir nos engagements auprès des communautés», indique la directrice des programmes et de l'influence de Plan International Sénégal, Huguette Sossouhonouto Sekpe.

Lorsqu'on lui pose la question de la vie après les études, Bousso semble surprise, comme si jamais on ne la lui avait posée auparavant. «Plus tard? J'aimerais continuer le sport, car les filles n'ont pas l'habitude d'en faire, ici.» Qu'elle accomplisse ou non son rêve de médaille, l'essentiel est ailleurs. Et, planquée derrière ses tresses qui glissent devant ses yeux, Bousso l'a déjà compris. «Ma plus grande victoire, c'est déjà d'avoir appris à parler en public via ces ateliers. Il y a un an encore, je n'aurais pas adressé la parole à un inconnu. ●



SAX

Mamadou Lamine Fenghor, professeur d'éducation physique, utilise le sport pour renforcer les droits et l'autonomie des jeunes sénégalaises.

Grâce au projet *Athletics* coconstruit par Plan International, Bousso a intégré le lycée de Pikine, en banlieue de Dakar.



DR

La délicate frontière entre coopération internationale et néocolonialisme

Sur toutes les écoles de Belgique et d'Europe, le drapeau du pays est brandi sur la façade. Au Sénégal, ce sont les drapeaux des pays offrant les murs qui restent peints, comme pour rappeler de qui sont redevables les élèves qui sortent diplômés. Et puis, quand il n'y aura plus de professeurs, il ne restera que des murs.

C'est précisément pour cette raison que Plan International cherche à infuser la société sénégalaise de manière transversale: les jeunes filles, mais aussi les garçons, en passant par les enseignants, les élus locaux et les leaders religieux. Ainsi, Plan International rend son travail hermétique aux coupes budgétaires, aux basculements politiques externes ou internes (auxquels le Sénégal a assisté à la fin du mois de juin et depuis plusieurs mois). «Ici, on sait bien que tôt ou tard, les organisations risquent de partir, glisse malicieusement Ousseynou Diop, de Plan International Sénégal. Les communautés, elles, restent.»

«Cette approche holistique fonctionne, assure Isabelle Verhaegen, directrice de Plan International en Belgique. Certains projets sont officiellement arrêtés depuis trois ans, mais les filles sont toujours là, car elles ont pris le projet en main, par et pour elles-mêmes. Chaque partie a influencé l'autre.»

C'est la délicate question de l'intervention européenne en Afrique. Elle remue un douloureux historique colonial, agite le retour de celui-ci à travers des valeurs imposées par l'Europe pour commercer avec l'Afrique, là où elle s'embarrasse moins de ces conditions avec d'autres puissances. Pour éviter cet écueil, l'organisation a revu son organigramme et ses manières de fonctionner. «L'ensemble des projets avec la Belgique est élaboré sur la base de la participation d'acteurs communautaires sur place, on n'est pas sur une approche *top-down*», assure Ousseynou Diop, qui voit l'antenne belge de Plan International comme un partenaire exemplaire.

D'autres cachent moins leurs ambitions pour ce continent à la démographie explosive. Sur la table du lobby d'un hôtel de Dakar traîne un numéro du magazine *Chinafrique*, dont l'édito dit aux lecteurs de ne pas se fier aux critiques européennes faites à l'encontre de l'empire du Milieu sur ses projets industriels en Afrique. Dans sa pratique du *soft power*, la Belgique a opté pour une «stratégie 3D» mêlant développement, diplomatie et Défense (bien sûr). Le conditionnement positif des aides au développement, soutenu par Kathleen Depoorter (N-VA), illustre ce triptyque.

En Tanzanie, la Chine a investi 40 millions d'euros dans un centre de formation politique destiné à former l'élite politique de six pays du sud de l'Afrique (l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Mozambique, l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie). Au Sénégal, où la stabilité du Parlement vacille, les députés belges cherchent à entrer en contact avec leurs homologues locaux. «Développer un réseau en *peer to peer* avec les députés sénégalais permettrait à des politiciens locaux d'avoir un appui pour ouvrir des débats», défendent en substance Kathleen Depoorter et Els Van Hoof. Les réformes par les urnes ne suffiront pas à éradiquer le mariage précoce dans le pays. Il faudra un débat de société également.

Dans la banlieue rurale de Thiès, seconde ville du pays, une dizaine de jeunes prennent place face aux mères, pères, imam et chef du village pour une «causerie intergénérationnelle».

Ils s'y rassemblent chaque semaine, et le sujet du jour porte sur la condition des jeunes femmes locales.

Adolescente, Maïmouna attire l'attention –en wolof– des anciens sur les violences scolaires et comment elles dissuadent les filles de poursuivre le cursus. Mères, pères et imam applaudissent. Et le dernier de conclure:

«Là où il y a des enfants, il y a de la vie, et il faut la protéger.»